tiler, c'est que la déclaration convenue entre les amis de M. de Marnix et les miens, n'a été acceptée par moi que sur les instances réitérées de mes amis, par égard pour eux et pour ceux avec qui ils traitaient. M. Van Schoor ne peut d'ailleurs pas ignorer les motifs de haute convenance qui ont empêché l'insertion de cette déclaration au *Moniteur*, et il est à regretter qu'avant d'en faire un usage autre que celui dont étaient convenus les quatre témoins, l'honorable sénateur n'ait pas cru devoir s'entendre avec ceux qui avaient été, comme moi, parties dans la convention.

» Il me reste à former un vœu en terminant, c'est qu'à l'avenir on ne s'autorise plus de la liberté de la tribune et des *questions de principe*, pour blesser, sans motif aucun, des hommes *qu'on ne connaît pas*; et que, lorsqu'on a eu le malheur de laisser tomber sur une réputation sans tâche un mot injuste ou une insinuation maladroite, on ait le noble courage de reconnaître spontanément son erreur, sans qu'il faille recourir à des réclamations, à des réunions de témoins, à des procès-verbaux ou à des discussions de rédaction.

» Veuillez, monsieur le rédacteur, accorder une place dans votre estimable journal aux quelques lignes qui précèdent, et agréez, je vous prie, les assurances de ma considération très-distinguée.

» VICOMTE EUGÈNE DE KERCKHOVE. »

Nous lisons dans le *Journal de Bruxelles*:

« M. Van Schoor répond, dans l'*Indépendance*, à la lettre de M. le vicomte de Kerkhove, que nous avons reproduite; mais la réponse de l'honorable sénateur ne contient rien de particulier. Il est donc permis de considérer cette affaire comme terminée complètement, la question personnelle ayant été honorablement vidée. Quant à la question diplomatique, elle a reçu une solution non moins satisfaisante pour M. le chargé d'affaire de Belgique, M. le ministre des affaires étrangères ayant, par une lettre conçue dans les termes les plus convenables exprimé officiellement à cet agent les regrets que le gouvernement du Roi avait éprouvé de l'incident survenu au Sénat. »

On nous écrit de Grèce, en date du 15 janvier :

« Il n'y a rien de nouveau dans cette capitale, ou S. M. le roi Othon n'est pas encore arrivé. On croit généralement qu'il tardera à rentrer dans ses Etats et ce qui le fait supposer, c'est qu'aucun préparatif n'a encore eu lieu pour sa réception.

« Le gouvernement hellénique paraît toujours disposé à supprimer la quarantaine pour les provenances de la Turquie, en laissant exister seulement celle pour les côtes de la Syrie et de l'Egypte. Un rapport de la part du directeur de l'Office sanitaire de Syra a été adressé à cet effet aux ministère de l'intérieur dont on attend avec impatience la décision. On croit généralement que le gouvernement grec, avant de prendre une telle mesure, s'entendra préalablement avec le gouvernement français, de crainte que les provenances de la Grèce ne soient mises en quarantaine en France.

« L'opinion publique est que le ministère actuel ne pourra se soutenir et qu'à l'arrivée du roi Othon il y aura un changement. Les ministres s'occupent toujours des grandes réformes. Celui de la Guerre surtout y travaille jour et nuit.

NOUVELLES DIVERSES.

Aujourd'hui vendredi, S. M. L. le Sultan, accompagné de sa suite ordinaire, s'est rendu à la mosquée d'Assarit à Beshicktache, pour assister à la prière de midi.

— Sami pacha, inspecteur de la province de Roumélie, n'est embarqué dimanche dernier, à bord du bateau à vapeur de l'état le *Tahiri-Bahri*, pour se rendre à son poste.

— Nafiz pacha, qui, à différentes reprises, a rempli les fonctions de ministre des finances, vient d'être nommé directeur des fondations pieuses.

— Riza efendi, ancien directeur des fondations pieuses, passe à la direction des archives, en remplacement d'Arif efendi dont nous avons annoncé la mort.

— Depuis quelques jours la police s'occupe avec beaucoup d'activité du nétoyage des rues; des balayeurs sous la surveillance des cavass enlèvent tous les jours des tas de boue qui obstruaient la voie publique; espérons que par l'emploi constant des mesures de propreté que requiert l'état de nos rues, elles seront praticables en tout temps.

— On écrit de Berlin, le 1er janvier, que le prince Karadja, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la S. Porte près la cour de Prusse, a été reçu par le ministre des affaires étrangères.

— Par suite d'un retard occasionné par le mauvais temps, le paquebot-poste français l'*Egyptus*, n'est entré dans notre port qu'hier jeudi, vers dix heures du matin.

— On nous écrit des Dardanelles, le 15 janvier :

« Aux vents du Sud continuels a succédé le vent du Nord. Samedi dernier, il s'en est suivi une terrible bourrasque. Une centaine de bâtiments marchands en route pour la Mer-Blanche ont jeté l'ancre aux deux rives du canal. Dans la nuit de samedi à dimanche, plusieurs d'entre eux furent jetés à la côte et beaucoup d'autres ont eu des avaries plus ou moins considérables. Le bateau à vapeur français ainsi que l'autrichien arrivés de Smyrne dans la journée de samedi, n'ont pu chauffer qu'hier pour la capitale. Je ne saurais vous préciser les dommages occasionnés dans ces trois jours de bourrasques; mais je crains qu'il n'y ait eu beaucoup de sinistres dans l'Archipel et la Mer de Marmara.

« M. François Caravel, vice-consul de Naples aux Dardanelles, a pris passage aujourd'hui à bord du bateau à vapeur anglais le *Queen*, pour se rendre à Smyrne et de là en Italie, en vertu d'un congé obtenu de son gouvernement. M. Caravel a laissé les archives du vice-consulat à M. Nicolas Xantopulo, vice-consul de Toscane. L'absence de M. Caravel, durera jusqu'au printemps prochain.

« Le thermomètre Réaumur, qui pendant ces trois jours de bourrasque marquait un degré à deux au-dessus de zéro, aujourd'hui en marquait huit au-dessus.»

— On nous écrit de Gallipoli, le 10 janvier:

« Par suite de la tempête qui régna en ce canal dans la nuit du 11 courant par un vent N.-E., le brick autrichien *Vittorioso Radetsky*, capitaine A. Debinovich, avec une cargaison de blé, prise à Constantinople à destination de Trieste, qui se trouvait mouillé à Lamsachi, perdit ses ancres, et fut jeté sur la côte, non loin de son mouillage, sur une sèche très dangereuse. Le brick, de 1846 tonneaux, notre navire sous le même pavillon, commandé par le capitaine Cippolovich, et de propriété de M. Stepkovich.

» Quelques heures après l'échouement du *Vittorioso Radetsky*, son gouvernail se brisa, et l'eau pénétra dans la cale à 5 pouces par heure; à cette première nouvelle nous crûmes, que la seconde nous apprendrait, la perte totale, de ce navire, le vent soufflai toujours avec violence, et nous connaissions l'endroit dangereux de l'échouement. Mais grâce à l'activité du vice-consul d'Autriche en cette résidence, M. le docteur Müller, qui, sans perdre de temps, prit les mesures les plus efficaces; encouragent par sa présence, les patrons des caïks, qui avaient relaché plus d'une fois de peur de périr dans la traversée, il s'embarqua sur un de ces bateaux, avec des ancres et autres approvisionnements et rendit au milieu des plus grands dangers à bord du navire, qui fut enfin remis à flot.

» M. Müller qui s'acquitte avec le zèle le plus actif des charges qui lui sont confiées, a fait preuve en cette circonstance, du dévouement qu'il porte à sa nation et aux intérêts de ses nationaux »

— Le bateau à vapeur autrichien *Vorwarts*, arrivé dimanche dernier de Varna, avait à bord quelques soldats.

— Lundi dernier, a eu lieu au théâtre italien Naum, le bénéfice de Mlle Penco, dont nous avions donné le programme dans notre dernière feuille. L'espérance que nous y exprimions de voir la salle comble, n'a pas été trompé; toutes les places avaient été retenues d'avance et pendant toute la représentation le public n'a cessé de prodiguer à la prima donna ses applaudissements, ses bouquets et ses couronnes. Parmi les morceaux que Mlle Penco a le mieux chantés, nous citerons la cavatine d'*Elvira* et celle de *Rosina* qu'il était impossible de rendre, la première, avec plus d'élan et de passion, la seconde avec plus d'agilité vocale et de gentillesse. Nous souhaitons aux artistes qui ont concouru d'une façon si brillante à cette représentation et dont le bénéfice va bientôt suivre, une aussi belle soirée.

— Si nous ne donnons pas aujourd'hui la fin de nos réflexions sur l'écrit de M. de Valmy, c'est par suite d'une indisposition qui dure depuis lundi et qui ne nous permet pas de nous appliquer à un travail de plus-eurs heures.

(Correspondances particulières.)

SALONIQUE, *14 janvier*. — Au sujet des événemens de la Bosnie, nos communications de l'intérieur qui portent la date du 9 courant, confirment ce qui est consigné dans les feuilles publiques, particulièrement dans celle d'Augsbourg. Tous les chefs rebelles ont été faits prisonniers par le généralissime Omer pacha sans excepter Mahmoud pacha de Tourla qui s'était d'abord caché et avait fait courir le bruit qu'il s'était réfugié sur le territoire autrichien où il aurait reçu un accueil distingué. Mahmoud pacha supposé qu'on accréditant cette nouvelle il fesait cesser les recherches. Il fut trompé, dans son espérance et les recherches obtinrent plein succès.

Par des passagers dignes de foi venus tout récemment de Monastir, nous apprenons que le nouveau gouverneur, Bessin pacha, montre déjà qu'il pourra dignement remplir la tâche difficile que vient de lui confier le gouvernement impérial, par son habilité et par son caractère énergique. La branche de la police lui est parfaitement connue, car il a long temps occupé le charge de Voïvode à Galata.

Du 15.—Ce n'est qu'aujourd'hui, mercredi, que les deux pyrosciphes de la semaine sont arrivés; ils ont dû rester deux jours aux Dardanelles à cause du mauvais temps.

Hier au coucher du soleil, les batteries de la poudrière et des Sept Tours ont annoncé pour le lendemain le *Mévlut*, anniversaire de la naissance du prophète. La corvette de guerre ottomane qui est en station a tiré également 21 coups de canon. Le canon a aussi grondé aujourd'hui à 4 reprises différentes. Tous les gens du palais, les chefs en tête, et toutes les autres sommités turques de la ville sont allés en grande pompe à la Mosquée.

Nous venons d'apprendre que la *Tahiri-Bahri* qui doit amener à Salonique Sami pacha inspecteur-général de la Roumélie, a passé hier par les Dardanelles, venant de Smyrne et allant à Constantinople. Nous pensons, par conséquent, que dans 3 à 4 jours ce vézir arrivera de la capitale.

ATHÈNES, *13 janvier*.—L'Assemblée législative ne s'étant pas réunie à cause des fêtes de Noël, je n'ai rien de saillant à vous signaler. Avant-hier seulement, une séance a eu lieu dans laquelle un des députés, M. Axelos, fit la proposition suivante : que, tous les délits commis pendant le temps des élections des représentants des divers partis, seront jugés par cette même assemblée législative et non par les tribunaux. Cette proposition fut rejetée de prime abord par plusieurs d'entre eux, et spécialement par M. Previlegios, qui commença à discuter contre cette proposition de M. Axelos. Le parti contraire fit du bruit et l'on en serait arrivé aux voies de fait, si le président n'avait mis aux voix cette proposition n'était pas digne d'être votée.

Le Roi Othon était attendu à Athènes le 30 du courant, mais par le dernier bateau à vapeur autrichien, nous avons eu la nouvelle, que le Roi ne pouvait être de retour en Grèce avant le mois de mars prochain. Cette nouvelle a rejoui beaucoup le ministère actuel qui prie Dieu continuellement pour qu'il n'arrive pas de sinistre, car il est de toute probabilité qu'au retour du Roi il ne tardera pas à tomber, toute la nation étant contre un tel ministère.

Le brigandage au lieu de diminuer, augmente chaque jour. Dans plusieurs provinces les brigands commettent des crimes atroces. En Acarnanie dernièrement une bande de 14 individus, ayant pour chef un certain Karamba, et voulant se venger d'un officier grec nommé Andrea Stumba, qui les poursuivit dans le temps, prit le berger au service de cet officier et le brûla tout vif. Le gouvernement qui lieu de punir de telles atrocités, laisse agir ne croyant pas nécessaire de s'occuper de telles bagatelles. Après tout, comment veut-on que des voleurs n'existent pas, quand le fameux brigand, Yanni Velentza, qui a commis une foule de crimes tant en Grèce qu'en Turquie, va et vient en toute liberté et attend avec impatience qu'on ratifie sa nomination, de représentant de la province *Phiotido Foridé*, qui est encore incertaine.

NOUVELLES D'EUROPE.

FRANCE.

(Paris, 8 janvier.)

Les ministres ont remis leurs démissions entre les mains du Président de la République, dans le conseil des ministres qui a été tenu le 5 à l'Elysée. Cette démission a été acceptée.

Voici les causes qui ont amené cette démission : c'est d'abord la publication dans un des journaux qui reçoivent les communications journalières du pouvoir exécutif, de quelques articles isolés et arbitrairement rapprochés d'une instruction permanente attribuée à tort au général Changarnier; c'est ensuite l'occasion d'une interpellation offerte par ce journal semi-officiel à un conseiller du Président de la République, qui siége sur la Montagne; c'est enfin l'opposition du ministère à ce que la question fût immédiatement vidée, et par suite à ce que le général Changarnier fût immédiatement entendu.

M. Carlier, préfet de police, a remis sa démission entre les mains de M. le Président de la République.

Les journaux et les correspondances de Paris du 8 au soir ne nous annoncent pas encoru que les négociations qui se poursuivent à l'Elysée pour mettre un terme à la crise ministérielle, aient amené aucun résultat. La prolongation de l'interrègne ministériel ne paraît pas cependant devoir se prolonger encore longtemps. C'est du du moins ce que fait espérer la conférence qui a eu lieu entre le Président de la République et les principaux membres de la majorité. Voici, d'après la *Patrie*, quel était l'état des négociations au départ du courier :

« Aucune solution n'est encore annoncée. Les versions contradictoires continuent à circuler.

« Sept des membres les plus considérables de la majorité ont eu avec M. le Président de la République une conférence qui ne s'est terminée qu'à quatre heures et demie. Nous n'en pouvons faire connaître le résultat, mais nous savons que, de part et d'autre, on s'est fortement prononcé pour le maintien de la bonne harmonie entre les pouvoirs.

« Le bruit a couru que M. Dupin allait donner sa démission et faire un voyage dans la Nièvre. L'honorable Président aurait, dit-on encore, manifesté l'intention d'user de son influence pour se faire remplacer au fauteuil par M. le général Changarnier.

« A l'heure où nous écrivons, les chefs de la majorité, de retour de l'Elysée, délibèrent dans le 1er bureau de l'assemblée.

« Leur retour à la chambre avait causé une agitation telle, qu'il a fallu lever la séance. »

Une correspondance du *Sémaphore* rend compte, en ces termes, de l'état des esprits à l'assemblée :

« Toujours le *statu quo*. La crise ministérielle continue sans qu'on puisse prévoir quand ni comment elle se terminera; car, si l'on en croit certaines rumeurs, on serait moins avancé que jamais. L'assemblée est calme et se fait à la situation.

« M. Rouher est toujours le seul des ministres qui siége au banc officiel. Nous remarquons qu'à son arrivée, il est entouré par un certain nombre de représentants avec lesquels il s'entretient. M. de Vatimesnil se trouve au nombre des causeurs.

« Pendant toute la journée la salle des conférences et la salle des pas-perdus ont été très agitées. Des groupes nombreux s'y étaient formés en causant de la suppression probable des fonctions de commandant en chef et du dénouement prochain de la crise ministérielle.

« On assurait que, vers le commencement de la soirée, tout serait terminé, et que le décret portant la modification du cabinet paraîtrait demain matin dans le *Moniteur*.

« Les ministres démissionnaires se sont réunis, à ce qu'il paraît, hier soir en conseil, au palais de l'Elysée. La séance s'est prolongée fort avaht dans la nuit, et le général Changarnier a fait tous les frais de la discussion. On assure que la suppression des fonctions de commandant en chef aurait été votée à la majorité de 5 voix.

« Le Président de la République se proposerait, dit-on, de nommer M. le général Changarnier maréchal de France, pour compenser ce que cette décision peut avoir de cruel. M. le général Faray serait nommé commandant de la première division militaire. »

Une seconde correspondance transme les renseignements suivants :

« Tous les bruits qui ont circulé hier, que les journaux et nous-même avons reproduits, sous toute réserve, sont aujourd'hui abandonnés. On assure que le Président n'ayant pu se mettre d'accord avec quelques membres du cabinet sur l'opportunité d'une mesure importante relative au commandement en chef de l'armée de Paris, s'occupe de former une autre combinaison ministérielle. On assure qu'il a fait appeler à cet effet M. Billault ce matin, et dans le moment où nous terminons, les principaux chefs des diverses nuances de l'assemblée sont réunis près de lui.

« On nous assure qu'il leur a loyalement expliqué l'intention de ne pas plus s'écarter des droitsque lui confère la constitution qu'il ne la fait jusqu'à présent, mais qu'il veut maintenir le pouvoir, qu'il leur demande l'appui de leur concours pour concilier toutes les opinions dissidentes en sauvegardant les prérogatives du pouvoir exécutif.

« M. Dupin est du nombre de ceux qui se sont réunis à l'Elysée, et qui y sont encore en ce moment. »

Le gouvernement français, pour prévenir toute tentative qui aurait pour but de troubler la sécurité de l'Italie et en particulier celle des Etats pontificaux, a donné l'ordre à plusieurs bâtimens à vapeur de surveiller les côtes de la Péninsule.

ANGLETERRE.

(Londres, 6 janvier.)

Le bruit court que les lords Grey, Clarendon et sir Ch. Wood ont annoncé l'intention de se retirer. S'ils consentent à rester, c'est pour sauver au gouvernement les embarras de l'organisation d'un nouveau cabinet dans la situation d'effervescence où se trouve le pays. On attribue aux opinions religieuses du comte Grey et de lord Clarendon cette résolution. Le *Standard* accuse ces honorables hommes d'Etat d'être *plus papistes que le Pape, si cela se peut.*

ALLEMAGNE

PRUSSE.

On écrit de Berlin, le 31 décembre, que le prince de Schwatzenberg est parti dans la nuit précédente pour Dresde où il ne s'arrêtera que peu de temps avant de retourner à Vienne. La veille de son départ de Berlin, le prince a eu une seconde conférence avec M. de Manteuffel relativement à l'intervention dans le Holstein. Cette affaire est la plus grave du moment, maintenant que la pacification de la Hesse est à peu près accomplie. Voici, d'après les dernières nouvelles, à quelle résolution se seraient arrêtés les ministres des deux grandes puissances allemandes ;

Les commissaires autrichien et prussien, le comte Mensdorf-Pouilly (mari d'une princesse de Saxe-Cobourg et beau-frère du roi des Belges), et le général de Thumen, ancien commandant de Glogan, qui sont déjà partis pour les duchés danois, exigeront une soumission immédiate. Si la lieutenance générale des duchés résiste, la Prusse et l'Autriche agiront de concert et emploieront des mesures coërcitives. Dans ce but, la Prusse occuperait Hambourg; un corps d'environ cinquante mille hommes, composé en nombre égal de troupes autrichiennes et prussiennes, entrerait d'abord dans le duché de Lauenbourg pour y rétablir l'ordre des choses d'avant mars 1848, puis dans le Holstein, et forcerait les troupes holsteinoises au désarmement jusqu'à concurrence d'un tiers. La Prusse livrera passage à travers ses Etats aux troupes autrichiennes. Depuis la guerre de trente ans, où un corps d'armée sous le général de Tilly pénétra à Magdebourg, ce seront les premières troupes autrichiennes qu'on aura vues dans le nord de l'Allemagne.

D'après les nouvelles de Hambourg du 30 décembre, le colonel autrichien de Gablenz a déjà passé par cette ville le 28, et a sommé la lieutenance des duchés, au nom de la diète de Francfort, de désarmer et de licencier ses troupes, et, après avoir essuyé un refus, il est immédiatement reparti. Il est évident que la Prusse et l'Autriche désirent en finir avec cette question avant que les glaces qui se forment ne rendent plus faciles les chances d'une collision nouvelle entre les troupes holsteinoises et danoises.

En ce qui concerne la Hesse-Electorale, il est, dit-on, décidé qu'à l'avenir les commissaires autrichien et prussien, le comte de Leiningen et le général de Peucker, agiront de concert au nom de la confédération germanique. Les troupes bavaroises doivent se retirer très prochainement.

La question du Holstein marche rapidement vers son dénouement. On écrit de Berlin, 31 décembre, à la *Gazette de Cologne*:

« Le général de Thumen et le comte de Mensdorf sont partis aujourd'hui pour Kiel. Ils sommeront la lieutenance de réduire l'armée au tiers et de la retirer derrière l'Eider. En même temps, ils publieront une proclamation dans laquelle ils déclareront que la confédération germanique veut maintenir et défendre les droits du Holstein; mais pour cela les habitans devront renoncer à leur attitude hostile vis-à-vis de leur souverain. De son côté, le roi de Danemark réduira son armée sur le pied de paix. Les commissaires annonceront en même temps que cinquante mille Autrichiens et Prussiens sont à leur disposition pour exécuter, en cas de refus, leurs ordres de vive force. Les deux commissaires supprimeront immédiatement l'impôt de guerre établi dans le Holstein. Hambourg recevra une garnison prussienne. Le corps d'armée du général Legedlitch est en marche vers la frontière du Holstein.

« L'armée prendra d'abord position à la frontière. Les troupes autrichiennes traverseront, non pas le territoire prussien, mais celui de Brunswick et de Hanovre. Le gouvernement de Brunswick a, dit-on, formellement protesté contre ce passage, mais cette protestation restera inefficace. On annonce que le corps d'expédition traversera le duché de Lauenbourg. A Hambourg, les troupes ne pourraient passer l'Elbe que bataillon par bataillon, et l'on paraît craindre la résistance de la lieutenance. »

Les chambres prussiennes qui avaient été ajournées au 3 janvier, viennent de reprendre leurs travaux et de mettre à l'ordre du jour la discussion de l'adresse.

L'attitude des chambres ne paraît pas favorable au ministère. MM. de Schwerin et Simson, tous les deux appartenant à l'opposition constitutionnelle, ont été réélus, l'un président, l'autre vice-président.

Dans la première chambre, le ministre de l'intérieur a présenté un projet de loi sur la presse.

Dans la seconde chambre on a repris la discussion de l'adresse.

AUTRICHE.

Le prince de Lichtenstein, aide-de-camp de l'empereur, qui s'est rendu à Berlin, est porteur d'une lettre de l'empereur au roi de Prusse, dans laquelle S. M. est invitée à se rendre à Dresde pour avoir une entrevue avec l'empereur. On croit que d'autres princes allemands viendront également à Dresde. Il y sera surtout question d'une union de douane et de commerce pour toute l'Allemagne.

On annonce qu'une révision de toutes les constitutions représentatives des Etats de l'Allemagne sera proposée aux conférences de Dresde. On veut établir à leur égard une règle générale, et notamment restreindre un peu leurs bases trop larges.

HESSE-ÉLECTORALE.

A Cassel, l'exécution militaire continue, tous les magistrats récalcitrans ont reçu des garnisaires. Les troupes bavaroises ont, dit-on, reçu l'ordre de départ pour le 4 janvier, et seront remplacées par l'infanterie et l'artillerie autrichiennes.

La marche des troupes autrichiennes et prussiennes vers le Holstein continue. Voici les nouvelles trausmises à ce sujet de différens points:

« Cassel, 3 janvier.

« Vingt-cinq mille hommes de troupes autrichiennes passeront par notre ville pour se rendre dans le Holstein. Elles seront transportées par les chemins de fer de Bebra et de Treysa, à Carlshafen. »

« Hanovre, 3 janvier.

« Le 15 courant, une division de cavalerie autrichienne traversa notre ville pour se rendre dans le Holstein. Le gouvernement de Brunswick a son seulement retiré la protestation qu'il avait faite contre le passage des troupes autrichiennes sur son territoire, mais il leur a en outre accordé le passage en termes formels. »

HOLSTEIN.

L'urgence de l'intervention est démontrée même par les dernières nouvelles du théâtre de la guerre. En effet, on lit dans les journaux de Hambourg les nouvelles suivantes:

« Altona, 1er janvier.

« Aujourd'hui, un combat très vif s'est engagé près de Moehlhorst, à l'occasion d'une reconnaissance faite par nos soldats. Le second corps des chasseurs s'est emparé des redoutes des Danois devant Moehlhorst, et ensuite de la métairie, et fait vingt prisonniers. Il y a eu, de notre côté, quelques blessés, parmi lesquels se trouvent les lieutenans Masemann et Meyn. Les Danois ont mis le feu à la métairie de Moehlhorst. »

« Rendsbourg, 31 décembre.

« Ce matin, l'avant-garde a entrepris une grande reconnaissance vers Wostterthal, Moehlhorst, Fleckhye. Les compagnies du 2e corps de chasseurs engagèrent un combat très vif avec la grande garde danoise, postée dans une forêt entre Osterby, Moehlhorst et Hummelfeldt. L'ennemi se retira en bon ordre, fit un feu bien nourri sur nos chasseurs après avoir pris une position avantageuse, et fut repoussé vers Moehlhorst, où il se montre quelque temps. Les nôtres l'en délogèrent, mais bientôt il deploya de plus grandes forces, et alors on se retira. Aussitôt les Danois lancèrent des fusées sur la métairie de Moehlhorst et l'incendièrent. Comme le but qu'on s'était proposé en faisant cette reconnaissance était atteint, l'ordre fut donné de battre en retraite. »

BRÉSIL.

Nous lisons dans le *Constitutionnel* :

« Nous extrayons du rapport du capitaine Berrindosgne, commandant le navire le *Levadilant*, entré hier matin au Havre, venant de Rio-Janeiro, le passage suivant, relatif aux dispositions prises par le Brésil, dans la prévision d'une lutte avec Rosas :

« A mon départ de Rio, les préparatifs de guerre contre la République Argentine étaient poussés avec activité, et le gouvernement brésilien avait fait l'acquisition du navire américain *Colonel-Chenut*, et de deux autres bâtimens du commerce, dont j'ignore le nom, pour les armer en guerre et les employer à l'expédition de la Plata. On disait